

# Grève et montée à Paris le 7 mars pour :

- **Défendre la Sécu et l'Hôpital,**
- **Défendre les services publics.**

La Sécu est attaquée de toute part, les remboursements se multiplient, en Seine-Maritime les permanences CAF ferment.

**Une hospitalière de Rouen :** « Dans un secteur du CHU, prévu pour 11 patients, ce sont 41 patients qui ont été accueillis une nuit : les chambres étaient triplées ce qui faisait 33 patients, et il y avait 8 lits dans les couloirs. Mais il y avait le même effectif soignant pour la nuit. Ce qui veut dire que l'infirmière avait « *des choix à faire* »...

**Une interne en médecine de Paris témoigne :** « Madame Touraine... Je me suis occupée d'une dame de 75 ans avec une insuffisance cardiaque assez sévère qu'il fallait transférer vers une unité de soins intensifs en cardiologie. J'ai appelé 11 hôpitaux, et pas un n'avait un lit disponible pour recevoir cette dame ». (Interview visible sur internet)

Les **collectivités publiques** (communes, département, région...) sont asphyxiées et ferment des secteurs pourtant vitaux. En Seine-Maritime, les permanences de Protection Maternelle et Infantile, si utiles aux familles, disparaissent.

**Ordre est donné de supprimer 1% des postes chaque année...**

« Environ 11 400 décès en excès, toutes causes confondues, ont été observés sur le mois de décembre et les premières semaines de janvier, sans que la part de cette surmortalité due à la grippe ne puisse être encore déterminée... » (AFP)

**Nulle fatalité dans ces décès scandaleux, ce sont les décisions gouvernementales, prises depuis des années, qui sont en cause**

## La casse des services publics, la casse de la Sécu, mettent la population en danger !

- ✓ La fermeture et la fusion des CPAM. Les remboursements successifs et le transfert de la Sécu vers les complémentaires privées...
- ✓ La fermeture depuis 2003 de plus de 57 000 lits dans les hôpitaux publics selon le Ministère plaçant les médecins devant une pénurie de lits ingérable.
- ✓ L'éloignement des services publics de proximité par la fusion des communes, leur asphyxie financière, les transferts de services et les basculements vers le privé.
- ✓ La privatisation de la Poste, la fermeture des bureaux, la remise en cause du facteur affecté à une même tournée dans le quartier qu'il connaît.
- ✓ Les fermetures de classes en primaire, dans le secondaire, et maintenant les menaces de suppression de collèges en Seine Maritime.
- ✓ Les fusions et fermetures des Centre Médicaux Sociaux, les remises en cause de nombreux services du département et de la Région.
- ✓ Et les attaques contre les fonctionnaires qui font vivre ces services publics se succèdent : Gel des salaires depuis 7 ans, évaluation et volonté d'individualiser les salaires, suppressions massive d'emplois et augmentation de la charge de travail, recours à la précarité par milliers, remise en cause du statut lui-même.

**Il est temps de s'unir pour dire, face au gouvernement et à ceux qui veulent prendre le relais :**

## **Assez de casse !**

### **Assez d'attaques contre les fonctionnaires !**

Que l'on soit du privé ou du public, jeune, chômeur ou retraité, nous sommes tous concernés. Il s'agit du combat contre la privatisation des services publics et de la sécu, convoités par les multinationales. Défendre la Sécurité sociale, l'hôpital public et les services publics, c'est l'affaire de tous.

En s'appuyant sur l'appel lancé dans les Hôpitaux et l'action sociale (CGT-FO-SUD), chez les territoriaux (CGT et FO), chez les fonctionnaires d'Etat, dans la Sécu (CGT et FO), avec l'appui très déterminé des Retraités (CGT, FO et Solidaires), **l'Union départementale CGT de Seine Maritime appelle :**

- à converger dans la **grève le 7 mars** en lien avec les fédérations et les syndicats qui appellent.
- à s'inscrire dans les cars pour **manifeste à Paris** comme point fort du 7 mars.
- à prendre toute initiative en lien avec les Unions locales pour construire la mobilisation la plus forte ce mardi 7 mars.

### **Le 7 mars, appuyé sur nos mobilisations contre la loi travail et l'exigence de son abrogation, doit nous permettre de construire une solide unité sur des revendications convergentes :**

- Défense du statut
- Non à l'individualisation des carrières, (non au PPCR et au RIFSEEP)
- Maintien des droits syndicaux
- Défense des CHSCT et de leurs prérogatives
- Embauches au statut et mise au statut des précaires et des contractuels
- Augmentation du point indiciaire et rattrapage des salaires
- Dans l'Éducation nationale (et dans tous les services publics), création des postes statutaires à la hauteur des besoins
- Abrogation des réformes territoriales et de la loi NOTRe
- Abrogation de la Loi Touraine. Non aux regroupements d'hôpitaux (GHT). Réouverture des lits avec embauches au statut.
- Maintien de tous les services hospitaliers
- Maintien des collectivités, des services publics de proximité et de tous les sites
- Défense de la sécurité sociale et rétablissement de tous les droits à la protection sociale

## **POUR MONTER À PARIS LE 7 MARS :**

**ROUEN** : Départ du Boulingrin à 7 h 15.

Départ Avenue Jean Rondeau, Maison CGT à 8 h 15.

Départ devant le CHR du Rouvray à 7h45 (parking de l'ancienne école d'infirmières)

**DIEPPE** : Départ devant la gare à 8 h.